

Bernard Focroulle, directeur du Festival d'Aix-en-Provence, directeur honoraire du Théâtre de la Monnaie

Lettre ouverte au Premier ministre, Charles Michel

Les restrictions budgétaires imposées par le nouveau gouvernement de Charles Michel aux institutions fédérales ont suscité de larges réactions dans le monde de la culture. Bernard Focroulle prend la plume pour interpeller à ce sujet le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre,

J'ai été particulièrement choqué d'apprendre les mesures d'économies drastiques qui viennent d'être annoncées aux institutions culturelles fédérales.

Je suis choqué par leur brutalité : les économies à réaliser sont absolument considérables, extraordinairement difficiles à réaliser à court terme. Or, le gouvernement fédéral ne laisse pratiquement aucun répit pour les étudier et préparer leur mise en œuvre. Les conséquences de décisions aussi radicales risquent d'être absolument dramatiques pour ces institutions, et plus globalement pour Bruxelles et le pays.

Après avoir dirigé la Monnaie pendant quinze ans, je travaille aujourd'hui à l'étranger. Je puis vous garantir que nos institutions fédérales font un travail remarquable avec des moyens financiers bien inférieurs à leurs concurrents européens. La Monnaie est reconnue aujourd'hui comme l'une des meilleures, l'une des maisons d'opéra les plus créatives au monde : il y a en Allemagne des dizaines d'opéras de province qui sont plus richement dotés que notre Opéra fédéral !

Dans son rôle de capitale européenne, Bruxelles a impérativement besoin d'institutions culturelles qui donnent à lire, à voir, à entendre la diversité de l'Union européenne. Bozar, la Monnaie ainsi que les musées et autres

institutions fédérales jouent à cet égard un rôle exemplaire, avec une créativité inversement

proportionnelle aux moyens financiers limités dont ils disposent. A ce titre, nos institutions fédérales servent aussi de tremplin international à de nombreux artistes flamands et wallons. Et une étude sérieuse prouverait aisément, s'il en est besoin, que les retombées économiques qu'elles génèrent sont bien supérieures aux subventions publiques. Sans parler des retombées immatérielles : éducation, attractivité de la ville, image du pays, etc.

Dans le contexte de crise économique que nous connaissons, on peut accepter l'idée que la culture participe dans une certaine mesure aux efforts d'assainissement des pouvoirs publics, bien que les économies générées dans le champ culturel soient

minimes d'un point de vue macro-économique. Faut-il pour autant prendre le risque de « casser l'outil » ? Décourager les travailleurs de ces secteurs par des mesures inéquitables ? Encourager la fuite des talents artistiques à l'étranger ? Mettre en pièces le travail patient des directions successives qui ont produit la qualité aujourd'hui mondialement reconnue ?

Durant les années passées à la direction de la Monnaie, j'ai pu observer les menaces récurrentes qui, provenant des milieux nationalistes wallons et surtout flamands, pesaient sur l'avenir de nos institutions fédérales, régulièrement ciblées par les uns ou les autres. Nous y avons résisté jusqu'ici avec succès. Quelques jours après la mise en place de votre gouvernement, ces craintes resurgissent de la manière la plus violente : comment ne pas s'alarmer d'une po-

litique qui, sous le couvert d'économies, va rapidement épuiser les institutions fédérales, les vider de leur substance et de leur créativité ? On ne peut qu'être frappé par la convergence entre le programme de la N-VA concernant l'évaporation puis la disparition de la Belgique, et les conséquences qui découleront nécessairement de ces économies imposées brutalement et aveuglément.

Je lis que le président du MR, agacé par les critiques de toutes parts, demande qu'on laisse un peu de temps au gouvernement. Ne serait-ce pas plutôt au gouvernement de laisser un peu de temps au secteur culturel fédéral, afin de lui permettre d'étudier sereinement des restructurations et des pistes d'économies réalistes, plutôt que de le forcer à prendre la voie d'un déclin probablement irréversible ?

Monsieur le Premier ministre, Il m'est très difficile d'imaginer que tout ceci ait été sciemment pensé et programmé au sein de l'ensemble des partis qui ont préparé le programme de

votre gouvernement. Vous avez la possibilité de réagir haut et fort, de lancer un signal qui rétablisse la confiance et crée les conditions d'un dialogue avec le monde culturel. Mais le temps presse ! La situation actuelle est intenable, dangereuse, explosive.

Si, à la Monnaie, *La Muette de Portici* a contribué à la naissance de la Belgique, la mise à mort des institutions culturelles fédérales signifierait, symboliquement et concrètement, la fin du pays et l'étranglement de Bruxelles. Je ne puis imaginer que vous preniez part à ce processus.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma haute considération. ■